

Universalité et ciblage dans la protection sociale des migrants : le cas de Durán, Équateur

**Universalism and targeting in migrant social protection:
the case of Durán, Ecuador**

*Universalismo y focalización en la protección social migrante:
el caso de Durán, Ecuador*

Ricaurte-Ulloa, Peggy D.

Universidad Bolivariana del Ecuador, Équateur

pdricaurteu@ube.edu.ec

 <https://orcid.org/0009-0002-7596-0922>

Sorhegui-Ortega, Rafael

Universidad Bolivariana del Ecuador, Équateur

rasorheguio@ube.edu.ec

 <https://orcid.org/0000-0001-7882-5246>

Caicedo-Quiroz, Rosangela

Universidad Bolivariana del Ecuador, Centro de Estudios para el Cuidado Integral y
la Promoción de la Salud, Équateur

rcaicedoq@ube.edu.ec

 <https://orcid.org/0000-0003-0737-9132>

Résumé

Cet article analyse la manière avec laquelle la tension entre universalité et ciblage s'est manifestée dans les politiques de protection sociale destinées à la population migrante dans le canton de Durán, afin d'identifier les limites structurelles ayant entravé son inclusion effective. Il propose le bien-être territorialisé comme cadre analytique et d'action publique pour renforcer les capacités locales de protection. Sur le plan méthodologique, l'étude repose sur un design qualitatif de type étude de cas, fondé sur une analyse documentaire critique de la littérature spécialisée, des cadres normatifs équatoriens ainsi que des informations statistiques et institutionnelles relatives à la pauvreté, à l'informalité du travail et à l'accès aux services. Les résultats montrent que la population migrante est confrontée à une combinaison de pauvreté multidimensionnelle, d'insertion professionnelle informelle et de fragmentation institutionnelle, limitant son accès effectif à la protection sociale. À Durán, 61,8 % des ménages migrants se trouvent en situation de pauvreté multidimensionnelle, 73 % de la population active est insérée dans le secteur informel et l'accès simultané aux services de base n'atteint que 46,7 %. L'étude conclut que l'inclusion sociale de la population migrante dépend non seulement de la reconnaissance normative des droits, mais également de l'articulation entre capacités locales, gouvernance multi-niveaux, insertion professionnelle et inégalités territoriales.

Mots-clés : protection sociale, universalité, ciblage, migration, inégalités territoriales.

Abstract

This article analyzes how the tension between universalism and targeting was expressed in social protection policies aimed at the migrant population in Durán Canton, in order to identify the structural limitations that hindered effective inclusion and to

propose territorialized welfare as an analytical and public policy framework for strengthening local protection capacities. Methodologically, the study adopted a qualitative case-study design based on critical documentary analysis of specialized literature, Ecuadorian regulatory frameworks, and statistical and institutional information on poverty, labor informality, and access to services. The findings show that the migrant population faced a combination of multidimensional poverty, informal labor insertion, and institutional fragmentation that restricted effective access to social protection. In Durán, 61.8% of migrant households were in multidimensional poverty, 73% of the employed population worked in the informal sector, and simultaneous access to basic services reached only 46.7%. The article concludes that migrant social inclusion depended not only on the formal recognition of rights, but also on the articulation among local capacities, multilevel governance, labor insertion, and territorial inequality.

Keywords: social protection, universalism, targeting, migration, territorial inequality.

Resumen

Este artículo analiza cómo la tensión entre universalismo y focalización se expresó en las políticas de protección social dirigidas a la población migrante en el cantón Durán, con el fin de identificar las limitaciones estructurales que obstaculizaron su inclusión efectiva y proponer el bienestar territorializado como marco analítico y de política pública para fortalecer las capacidades locales de protección. Metodológicamente, se desarrolló un estudio de caso cualitativo basado en análisis documental crítico de literatura especializada, marcos normativos ecuatorianos e información estadística e institucional sobre pobreza, informalidad laboral y acceso a servicios. Los resultados mostraron que la población migrante enfrentó una combinación de pobreza multidimensional, inserción laboral informal y fragmentación institucional que restringió el

acceso efectivo a la protección social. En Durán, el 61,8 % de los hogares migrantes se encontró en situación de pobreza multidimensional, el 73 % de la población ocupada se insertó en el sector informal y el acceso simultáneo a servicios básicos alcanzó solo el 46,7 %. Se concluye que la inclusión social de la población migrante dependió no solo del reconocimiento normativo de derechos, sino también de la articulación entre capacidades locales, gobernanza multinivel, inserción laboral y desigualdad territorial.

Palabras clave: protección social, universalismo, focalización, migración, desigualdad territorial.

Reçu : 5 juin 2026 - **Accepté :** 10 septembre 2026

1. Introduction

La tension entre universalité et ciblage constitue l'un des débats les plus persistants dans le champ de la protection sociale contemporaine, en particulier en Amérique latine, où les inégalités structurelles, l'informalité du travail et l'hétérogénéité des capacités étatiques conditionnent à la fois la conception et la mise en œuvre des politiques sociales (Barrientos et Hulme, 2009 : 440-445 ; Martínez Franzoni et Sánchez-Ancochea, 2016 : 23-45). Tandis que l'universalité postule la garantie de droits sociaux pour l'ensemble de la population, indépendamment de son insertion sur le marché du travail ou de sa condition socio-économique, le ciblage privilégie l'allocation de ressources vers des groupes définis comme vulnérables selon des critères de sélection et d'éligibilité (Cecchini et Madariaga, 2011 : 89-112). Dans la pratique, cette tension a fréquemment donné lieu à des arrangements institutionnels hybrides et segmentés, au sein desquels coexistent des couvertures différenciées, des accès inégaux et des écarts tenaces entre reconnaissance

formelle des droits et protection effective (Martínez Franzoni et Sánchez-Ancochea, 2016 : 45-67).

En Amérique latine, cette problématique a acquis une centralité particulière au cours du cycle 2003-2025, d'abord marqué par l'expansion des politiques sociales dans le contexte du boom des matières premières, puis par des contraintes fiscales, un ralentissement économique, la pandémie et l'omniprésence de l'informalité. Dans ce cadre, la consolidation de programmes ciblés, combinée au maintien de régimes contributifs liés à l'emploi formel, a renforcé des régimes de protection sociale duals qui reproduisent des inégalités préexistantes et limitent l'inclusion effective de larges segments de la population (Cecchini et Madariaga, 2011 : 15-45 ; Blofield et al., 2021 : 2-5). Ces limitations apparaissent encore plus nettement dans le cas des populations migrantes, qui s'insèrent généralement dans des marchés du travail précaires, font face à des barrières documentaires et institutionnelles et dépendent de dispositifs publics

fragmentés ou à faible capacité de réponse, dans un contexte régional caractérisé par des régimes migratoires hétérogènes et des cadres de reconnaissance inégaux en matière de mobilité, d’asile et d’accès aux droits (Redrobán Herrera et Paredes Grijalva, 2017 : 258-265 ; Parella Rubio et Speroni, 2018 : 37-56 ; Acosta et Harris, 2022 : 1-8).

L’Équateur illustre avec une clarté particulière ces tensions. La *Constitución del Ecuador de 2008* établit que le devoir suprême de l’État consiste à respecter et à faire respecter les droits garantis par la Constitution, reconnaissant ainsi un cadre de droits à portée universelle (*Constitución de la República del Ecuador*, 2008 : art. 11). Dans la même perspective, la *Ley Orgánica de Movilidad Humana* de 2017 dispose que les personnes en situation de mobilité humaine jouissent des mêmes droits et obligations que les citoyens équatoriens (*Ley Orgánica de Movilidad Humana*, 2017 : art. 3). Toutefois, la mise en œuvre effective de ce cadre normatif se heurte à des contraintes significatives liées à la segmentation institutionnelle du

système de protection sociale, à la faible articulation entre les différents niveaux de gouvernement et aux barrières structurelles associées à l’informalité du travail et aux inégalités territoriales (Redrobán Herrera et Paredes Grijalva, 2017 : 260-265).

Ces tensions prennent une importance particulière dans les villes intermédiaires, où se conjuguent croissance urbaine accélérée, réception de flux migratoires et capacités institutionnelles locales souvent limitées. Contrairement aux grandes métropoles, ces villes disposent généralement de ressources techniques, financières et bureaucratiques plus restreintes pour répondre à des demandes complexes de protection sociale, bien qu’elles jouent un rôle de plus en plus central dans l’organisation territoriale du bien-être (Ministerio de Gobierno de Ecuador, 2024 : 15-18). Dans ce contexte, le canton de Durán, situé dans la province du Guayas et fonctionnellement articulé à l’aire métropolitaine de Guayaquil, constitue un cas particulièrement pertinent pour examiner comment se matérialisent, à l’échelle locale, les contradictions

entre des droits formellement reconnus et les conditions réelles d'inclusion sociale de la population migrante.

Les indicateurs disponibles mettent en évidence l'ampleur de ce phénomène. Selon le rapport *Cruzando fronteras: Una mirada a la población venezolana y colombiana en Ecuador según el Censo 2022*, 61,8 % des ménages migrants à Durán se trouvent en situation de pauvreté multidimensionnelle, 73 % de cette population est insérée dans des activités informelles sans accès à la sécurité sociale et l'accès simultané aux services de base n'atteint que 46,7 % (ACNUR, INEC y Banco Mundial, 2024 : 68, 73, 76). Plus que de refléter des vulnérabilités isolées, ces données montrent l'articulation entre exclusion socio-économique, précarité du travail, segmentation institutionnelle et limitations territoriales de l'action publique. En d'autres termes, la situation de la population migrante à Durán ne peut être comprise uniquement comme un problème de couverture insuffisante, mais comme le résultat d'une configuration plus large

du bien-être, dans laquelle interagissent le régime de protection sociale, le marché du travail, les capacités étatiques et les inégalités territoriales.

À partir de ce diagnostic, l'article propose de penser l'inclusion sociale de la population migrante à partir de la notion de bien-être territorialisé, entendue comme une approche articulant des principes universels de droits avec des réponses institutionnelles adaptées à des contextes locaux spécifiques. Cette perspective permet de dépasser l'opposition abstraite entre universalité et ciblage et d'analyser de quelle manière la protection sociale dépend d'arrangements multi-niveaux, de capacités municipales, de mécanismes de coordination inter-institutionnelle et de la reconnaissance de vulnérabilités intersectionnelles (Martínez Franzoni et Sánchez-Ancochea, 2016 : 178-205). Elle permet également d'inscrire le cas de Durán dans une réflexion plus large sur les limites des régimes de bien-être latino-américains à intégrer de manière effective des populations exposées simultanément à

l'informalité, à la pauvreté et à l'exclusion administrative.

Dans ce cadre, l'objectif de l'article est d'analyser comment la tension entre universalité et ciblage se manifeste dans les politiques de protection sociale destinées à la population migrante dans le canton de Durán, afin d'identifier les limitations structurelles qui entravent son inclusion effective. Il propose l'approche du bien-être territorialisé comme cadre analytique et d'action publique pour renforcer les capacités locales de protection dans les villes intermédiaires équatoriennes.

2. Cadre théorique

2.1. Universalité, ciblage et régimes de protection sociale en Amérique latine

La tension entre universalité et ciblage occupe une place centrale dans le débat sur les régimes de protection sociale en Amérique latine. De manière générale, l'universalité renvoie à la garantie de droits sociaux pour l'ensemble de la population, indépendamment de sa position sur le marché du travail, de

sa capacité contributive ou de sa condition socio-économique. Dans cette perspective, la protection sociale ne constitue pas une prestation résiduelle destinée uniquement aux groupes pauvres, mais un élément de citoyenneté sociale fondé sur des principes d'égalité, de solidarité et de démarchandisation partielle du bien-être (Barrientos et Hulme, 2009 : 440-445 ; Martínez Franzoni et Sánchez-Ancochea, 2016 : 23-67). À l'inverse, le ciblage vise à orienter les ressources publiques vers des groupes préalablement définis comme prioritaires, généralement au moyen de tests de ressources, de critères d'éligibilité et de dispositifs administratifs de sélection. Sa justification repose souvent sur des arguments d'efficacité distributive, de contrainte budgétaire et de priorisation des secteurs vulnérables (Cecchini et Madariaga, 2011 : 89-112).

Dans ce sens, l'essor des programmes ciblés au cours des dernières décennies n'a pas remplacé les régimes contributifs traditionnels, mais s'est plutôt superposé à ceux-ci, configurant des systèmes duals dans lesquels coexistent

des dispositifs de protection relativement robustes pour les travailleurs formels et des mécanismes assistanciels limités pour de larges secteurs informels (Cecchini et Madariaga, 2011 : 15-45).

Dans une perspective d'économie politique latino-américaine, cette segmentation du bien-être ne peut être comprise uniquement comme le résultat de décisions techniques de conception des politiques sociales, mais comme l'expression d'arrangements plus larges entre l'État, le marché du travail et les régimes d'accumulation. Dans la région, l'expansion de la protection sociale a coexisté avec des structures productives hétérogènes, un haut niveau d'informalité et des marchés du travail segmentés, ce qui a limité la capacité des régimes de protection sociale à universaliser effectivement les droits. Ainsi, la protection sociale tend à s'organiser sur une base duale : d'une part, des mécanismes contributifs relativement plus stables pour ceux qui parviennent à s'insérer dans l'emploi formel ; d'autre part, des

dispositifs assistanciels ou ciblés pour de larges secteurs exposés à la précarité et à l'instabilité. Cette configuration reflète non seulement des contraintes fiscales ou administratives, mais aussi des relations historiques entre accumulation, structure de l'emploi et capacités étatiques, qui ont conditionné la portée de l'État social en Amérique latine durant le cycle 2003-2025.

Cette configuration est particulièrement pertinente pour l'analyse du cycle latino-américain 2003-2025. Durant la phase d'expansion liée au boom des matières premières, plusieurs pays ont élargi les couvertures sociales et renforcé les interventions étatiques visant à réduire la pauvreté et les inégalités. Toutefois, une grande partie de cette expansion s'est appuyée sur des arrangements institutionnels segmentés qui n'ont pas modifié de manière structurelle la dépendance à l'emploi formel comme principale voie d'accès à la protection sociale. Dans ce contexte, la persistance de l'informalité et des insertions professionnelles précaires a continué de limiter les effets réels du bien-être,

même dans des contextes d'élargissement normatif et programmatique, en restreignant l'accès stable aux revenus, à l'emploi de qualité et à la protection sociale (CEPAL, 2023 : 159-161).

Dans cette perspective, le ciblage ne doit pas être évalué uniquement en fonction de sa capacité à atténuer la pauvreté extrême, mais aussi à l'aune de ses effets sur la fragmentation institutionnelle, la stigmatisation des bénéficiaires et la reproduction de citoyennetés sociales différenciées. La littérature critique a montré que, lorsque le ciblage fonctionne comme substitut à l'universalisation des droits, il tend à consolider des régimes de protection sociale stratifiés dans lesquels l'accès, la qualité et la stabilité de la protection dépendent de la position des individus dans des structures de travail profondément inégalitaires (Barrientos et Hulme, 2009 : 448-452). Dans des sociétés caractérisées par un haut niveau d'informalité, cette segmentation ne constitue pas une anomalie marginale, mais un trait structurel du régime de protection sociale.

Cette discussion acquiert une dimension supplémentaire dans le cas de la population migrante. L'articulation entre mobilité humaine, informalité du travail, barrières documentaires et accès inégal aux services sociaux révèle avec une particulière clarté les limites des régimes de protection sociale organisés autour de la citoyenneté nationale, de la contributivité formelle et de capacités étatiques inégales. Dans de tels contextes, l'universalité normative peut coexister avec des formes d'exclusion effective, tandis que le ciblage, loin de les résoudre, peut les reproduire, voire les aggraver, à travers des dispositifs administratifs restrictifs et des couvertures insuffisantes (Redrobán Herrera et Paredes Grijalva, 2017 : 260-265).

2.2. Gouvernance multi-niveaux, capacités étatiques et inégalités territoriales

L'analyse de la protection sociale dans des contextes locaux requiert l'intégration de la dimension territoriale et institutionnelle de l'action publique. À cet égard, la notion de gouvernance multi-niveaux s'avère particulièrement pertinente, dans la mesure

où elle permet d'examiner la répartition des compétences, des ressources et des responsabilités entre les différents niveaux de l'État, ainsi que les formes d'articulation qui se construisent entre acteurs publics et non publics dans la mise en œuvre des politiques sociales. Plus qu'une simple structure verticale de gouvernement, la gouvernance multi-niveaux renvoie à des processus de coordination, de négociation et de coproduction institutionnelle impliquant des échelles nationales, infranationales et locales (Martínez Franzoni et Sánchez-Ancochea, 2016 : 178-205).

En Amérique latine, cette dimension est centrale, car l'élargissement des droits et des programmes sociaux ne s'est pas toujours accompagné d'une distribution cohérente des capacités institutionnelles. Dans de nombreux cas, les gouvernements infranationaux et locaux assument des responsabilités croissantes en matière de mise en œuvre sans disposer de ressources fiscales suffisantes, de bureaucraties spécialisées, de systèmes d'information robustes ni de

mécanismes efficaces de coordination inter-institutionnelle. Il en résulte des écarts notables entre conception normative et mise en œuvre effective, en particulier dans des territoires caractérisés par une croissance urbaine accélérée, la pauvreté, la mobilité des populations et une pression accrue sur les services de base. Par conséquent, les inégalités territoriales n'expriment pas seulement des différences socio-économiques entre régions ou villes, mais également des asymétries dans la capacité étatique à garantir les droits et à produire du bien-être.

Les villes intermédiaires constituent un espace particulièrement pertinent pour observer ces tensions. Contrairement aux grandes métropoles, elles disposent généralement de ressources techniques plus limitées, d'une densité institutionnelle moindre et de capacités bureaucratiques plus restreintes, bien qu'elles remplissent des fonctions de plus en plus importantes dans l'accueil des populations migrantes et dans la gestion quotidienne de demandes sociales complexes. Dans ces contextes,

l'action municipale ne peut être comprise comme une simple exécution locale de directives nationales, mais comme un niveau décisif dans la traduction concrète des droits sociaux en pratiques effectives d'inclusion ou d'exclusion. Lorsque cette échelle manque d'outils suffisants, les cadres normatifs universalistes tendent à s'affaiblir dans la pratique et à reproduire des inégalités d'accès qui affectent plus intensément les groupes en situation de vulnérabilité (Ministerio de Gobierno de Ecuador, 2024 : 15-18).

Dans cette perspective, les capacités étatiques ne se réduisent pas à l'existence formelle de compétences juridiques ni à la disponibilité abstraite de ressources. Elles englobent également la capacité bureaucratique à gérer des programmes, la coordination entre institutions, la production d'informations pertinentes, la continuité administrative et la légitimité politique nécessaire pour intervenir dans des contextes socialement difficiles. En matière de protection sociale, ces capacités conditionnent de manière

décisive la possibilité de transformer des droits proclamés en garanties effectives. Par conséquent, les écarts de mise en œuvre ne doivent pas être interprétés comme des défaillances conjoncturelles, mais comme l'expression d'arrangements institutionnels inégaux et de distributions asymétriques de pouvoir, de ressources et de capacités au sein de l'État (Barrientos et Hulme, 2009 : 448-450 ; Martínez Franzoni et Sánchez-Ancochea, 2016 : 89-115).

Dans le cas de la population migrante, cette problématique s'intensifie. L'inclusion effective dépend non seulement de cadres nationaux de reconnaissance juridique, mais aussi de la capacité des gouvernements locaux à traduire ces cadres en un accès réel à la santé, au logement, aux services de *care*, à la régularisation, à l'information, à l'orientation administrative et à la protection contre les discriminations. En l'absence d'une articulation multi-niveaux et de capacités institutionnelles suffisantes, la protection sociale devient territorialement inégale et administrativement fragmentée, générant

des configurations dans lesquelles les droits dépendent moins de leur reconnaissance juridique que du lieu concret de résidence et des capacités institutionnelles disponibles dans ce territoire.

2.3. Le bien-être territorialisé comme proposition analytique intégratrice

À partir de ces discussions, l'article propose la notion de bien-être territorialisé comme outil analytique pour examiner l'inclusion sociale de la population migrante dans les villes intermédiaires. Ce concept repose sur une prémisse centrale : la garantie effective des droits sociaux ne dépend pas uniquement de la consécration normative de l'universalité ni de l'existence de programmes ciblés, mais de la façon concrète par laquelle les arrangements institutionnels, les capacités étatiques et les inégalités territoriales médiatisent l'accès réel au bien-être. Dans ce sens, le bien-être territorialisé renvoie à une approche qui articule des principes universels de protection sociale avec des réponses institutionnelles situées, capables de reconnaître des conditions locales

spécifiques et d'intervenir sur celles-ci sans renoncer à l'horizon des droits.

Cette proposition vise à dépasser une lecture binaire opposant universalité et ciblage comme des modèles fermés et exclusifs. Elle soutient plutôt que le problème fondamental réside dans la capacité des systèmes de protection à combiner des socles universels de garantie avec des mécanismes d'adaptation territoriale répondant à des configurations locales de vulnérabilité, d'informalité, de mobilité et d'inégalités. Ainsi compris, le bien-être territorialisé n'implique pas de substituer l'universalité par des interventions sélectives localisées, mais de territorialiser la mise en œuvre des droits afin de les rendre effectivement accessibles dans des contextes institutionnels et sociaux différenciés.

À la différence d'approches qui se limitent à mettre l'accent sur la décentralisation, la gestion locale ou le ciblage territorial des programmes, la notion de bien-être territorialisé proposée dans cet article renvoie à une lecture relationnelle de la protection

sociale. Sa spécificité réside dans le fait qu'elle ne conçoit pas le territoire comme une simple échelle d'application administrative, mais comme un espace où s'articulent concrètement les inégalités socio-économiques, les capacités étatiques, l'insertion professionnelle et les supports communautaires. En ce sens, le bien-être territorialisé ne se réduit pas à une territorialisation opérationnelle de politiques existantes, mais constitue un cadre analytique visant à comprendre comment l'effectivité des droits sociaux dépend de médiations institutionnelles et territoriales qui configurent des accès différenciés au bien-être.

Le concept repose sur trois dimensions analytiques complémentaires. La première est la gouvernance multi-niveaux, entendue comme condition de cohérence entre niveaux de gouvernement, répartition des ressources, coordination interinstitutionnelle et adaptation des politiques nationales aux réalités locales. La deuxième est l'intersectionnalité, qui permet de reconnaître que la vulnérabilité sociale ne

s'exprime pas à travers une seule variable, mais par l'articulation de multiples axes d'inégalité, tels que le statut migratoire, la classe sociale, le genre, l'ethnicité, l'âge ou la situation professionnelle. Cette dimension est essentielle pour éviter des traitements homogénéisants de la population migrante et pour comprendre pourquoi certains groupes font face à des barrières cumulatives d'accès à la protection sociale. La troisième dimension est l'économie sociale et solidaire, non pas comme substitut de l'État, mais comme espace de production de supports collectifs, de réseaux communautaires et de stratégies de reproduction sociale, qui acquièrent une importance particulière là où le marché formel et les institutions publiques se révèlent insuffisants ou exclusifs.

Dans des contextes d'exclusion institutionnelle, les supports communautaires et les formes non étatiques de reproduction sociale ont acquis un rôle significatif dans la médiation du bien-être, en particulier lorsque les mécanismes formels de protection se sont avérés insuffisants ou d'accès

restreint (Coraggio, 2011 : 367-388 ; Parella Rubio et Speroni, 2018 : 37-56).

Dans cette perspective, le bien-être territorialisé permet d'aborder simultanément trois problèmes structurels. Premièrement, les écarts de mise en œuvre, en mettant l'accent sur les capacités locales nécessaires pour traduire des normes universelles en accès effectif. Deuxièmement, la fragmentation institutionnelle, en soulignant la nécessité d'articuler régimes contributifs, dispositifs non contributifs et supports communautaires dans des configurations de protection plus cohérentes. Troisièmement, l'exclusion associée à l'informalité du travail, en remettant en question la dépendance excessive de la protection sociale à l'égard de l'emploi formel et en mettant en évidence la nécessité de construire des garanties plus larges pour des populations dont l'insertion professionnelle est précaire et instable. Dans cette optique, l'inclusion effective de la population migrante ne peut être réduite à l'élargissement des couvertures

programmatiques, mais exige une reconfiguration territorialisée du régime de protection sociale.

En conséquence, le bien-être territorialisé est envisagé ici non seulement comme une catégorie descriptive, mais comme un cadre analytique capable d'articuler économie politique du bien-être, inégalités territoriales, capacités étatiques et mobilité humaine. Sa valeur réside dans le fait qu'il permet de comprendre pourquoi les droits formellement reconnus ne se traduisent pas automatiquement en inclusion effective, et pourquoi les villes intermédiaires constituent un espace décisif pour observer à la fois les limites et les possibilités de recomposition de la protection sociale en Amérique latine.

3. Méthodologie

3.1. Design méthodologique et justification de l'étude de cas

La recherche a été menée à partir d'un design qualitatif de type « étude de cas », fondé sur une analyse documentaire critique de la

littérature spécialisée, des cadres normatifs ainsi que des informations statistiques et institutionnelles relatives à la protection sociale et à la population migrante en Équateur. Cette approche s'est révélée pertinente dans la mesure où elle a permis d'examiner, dans un contexte territorial spécifique, la manière par laquelle la tension entre universalité et ciblage s'est traduite en arrangements institutionnels concrets, en capacités étatiques locales et en conditions effectives d'accès au bien-être pour la population migrante. Plutôt que de rechercher des généralisations de nature statistique, l'étude s'est orientée vers la production d'une compréhension analytique du cas de Durán comme expression territoriale de problématiques plus larges liées aux régimes de protection sociale en Amérique latine.

L'analyse documentaire combine trois types de sources. Premièrement, la littérature académique portant sur la protection sociale et ses régimes respectifs, l'informalité du travail et les inégalités en Amérique latine a été examinée afin de situer le cas dans

les débats régionaux sur l'universalité, le ciblage et la segmentation institutionnelle (Barrientos et Hulme, 2009 : 440-452 ; Cecchini et Madariaga, 2011 : 15-112 ; Martínez Franzoni et Sánchez-Ancochea, 2016 : 23-205 ; Blofield et al., 2021 : 2-5). Deuxièmement, les cadres normatifs et institutionnels équatoriens ont été analysés, en particulier la *Constitución del Ecuador de 2008*, la *Ley Orgánica de Movilidad Humana de 2017* et le *Código Orgánico de Organización Territorial, Autonomía y Descentralización*, dans le but d'identifier la portée formelle des droits reconnus ainsi que la répartition des compétences entre les différents niveaux de gouvernement. Troisièmement, des sources secondaires relatives au canton de Durán ont été examinées, incluant des statistiques officielles, des rapports institutionnels et des documents d'organismes internationaux, afin de reconstruire les conditions socio-économiques, les dynamiques migratoires et les écarts d'accès à la protection sociale dans cette ville intermédiaire (Ministerio de Gobierno de Ecuador, 2024 : 15-18 ; ACNUR, INEC y Banco Mundial, 2024 : 68, 73, 76).

Les critères de sélection des sources reposent sur leur pertinence thématique, leur portée institutionnelle et leur capacité à fournir des informations convergentes sur le problème analysé. En ce qui concerne la littérature académique, ont été privilégiés les travaux centrés sur la protection sociale et ses régimes, l'informalité du travail, les inégalités territoriales et la mobilité humaine en Amérique latine, avec une attention particulière portée aux études permettant de situer le cas équatorien dans des débats régionaux plus larges. S'agissant des sources normatives, ont été retenues celles qui structurent le cadre juridique et institutionnel de la protection sociale et des droits de la population migrante en Équateur. Enfin, pour l'étude du cas de Durán, ont été privilégiées des statistiques officielles et des rapports institutionnels récents offrant des informations cohérentes sur la pauvreté, l'insertion professionnelle, l'accès aux services et les conditions d'exclusion sociale de la population migrante.

L'approche analytique s'appuie sur une articulation entre économie politique du

bien-être, gouvernance multi-niveaux, intersectionnalité et territorialisation de la protection sociale. La gouvernance multi-niveaux a permis d'examiner la répartition des responsabilités, des ressources et des capacités entre le niveau national et le niveau local dans la mise en œuvre des politiques sociales (Charbit, 2011 : 15-33). L'intersectionnalité a fourni des outils pour comprendre la manière dont différentes dimensions d'inégalité – telles que le statut migratoire, la classe sociale, le genre, l'insertion professionnelle et l'accès différencié aux services – se combinent dans la production de vulnérabilités cumulatives (Crenshaw, 1989 : 139-167). Enfin, l'approche de l'économie sociale et solidaire a permis de prendre en compte le rôle des réseaux communautaires et des formes non étatiques de soutien dans des contextes d'insuffisance institutionnelle (Coraggio, 2011 : 367-388).

Le canton de Durán a été sélectionné comme cas d'étude pour trois raisons principales. Premièrement, en raison de sa condition de ville intermédiaire, ce qui a permis d'analyser

la mise en œuvre des politiques sociales à une échelle infranationale distincte de celle des grandes métropoles, mais de plus en plus pertinente dans l'organisation territoriale du bien-être. Deuxièmement, en raison de son rôle comme espace de réception de population migrante nationale et internationale, situation qui rend particulièrement visible la tension entre reconnaissance normative des droits et capacité réelle de réponse institutionnelle. Troisièmement, en raison de la disponibilité de sources secondaires suffisamment consistantes pour reconstruire des indicateurs de pauvreté, d'informalité, d'accès aux services et de conditions d'insertion sociale de la population migrante. Avec une population estimée à 315 724 habitants, Durán s'est consolidée au cours des dernières décennies comme un espace de croissance urbaine accélérée et de forte articulation fonctionnelle avec l'aire métropolitaine de Guayaquil, ce qui en fait un cas pertinent pour analyser les limites territoriales de la protection sociale dans des contextes de mobilité humaine et d'inégalités urbaines (INEC, 2023).

Cette approche présente néanmoins certaines limites. En s'appuyant sur une analyse documentaire et des sources secondaires, l'étude n'intègre pas de données primaires issues d'entretiens, d'observations ou d'enquêtes propres, de sorte que la reconstruction du cas dépend de la disponibilité, de la qualité et de la portée des informations existantes. De plus, les sources institutionnelles et statistiques utilisées offrent une approche agrégée du phénomène, ce qui limite la possibilité de saisir plus finement les expériences différenciées au sein de la population migrante. Malgré cela, la triangulation entre littérature académique, cadres normatifs et informations statistiques et institutionnelles a permis de construire une base analytique suffisante pour identifier des tendances structurelles et discuter le cas de Durán en relation avec des processus plus larges de segmentation du bien-être en Amérique latine.

Sur le plan méthodologique, le cas n'a pas été abordé comme une réalité exceptionnelle, mais comme une unité d'observation permettant d'identifier des mécanismes d'exclusion

et de segmentation institutionnelle présentant une portée plus large pour l'étude des villes intermédiaires équatoriennes. Dans cette perspective, l'analyse du cas de Durán vise à contribuer à une compréhension située des relations entre régime de protection sociale, capacités locales, informalité du travail et protection sociale de la population migrante dans le contexte latino-américain contemporain.

4. Résultats

4.1. Pauvreté multidimensionnelle et vulnérabilité socio-économique

Les résultats obtenus montrent que la population migrante installée dans le canton de Durán fait face à des conditions persistantes de vulnérabilité socio-économique, se traduisant par des niveaux élevés de pauvreté, des carences en services de base et une précarité du logement. L'analyse a permis d'identifier que Durán occupe une position significative parmi les cantons équatoriens présentant la plus forte concentration de ménages migrants en situation de pauvreté

fondée sur les besoins de base insatisfaits, ce qui confirme l'existence d'un contexte de forte exposition sociale dans cette ville intermédiaire.

Le Tableau 1 présente les principaux indicateurs de vulnérabilité socio-économique de la population migrante à Durán. Les données montrent que 61,8 % des ménages migrants se trouvent en situation de pauvreté multidimensionnelle. La proximité de cette valeur avec celle observée parmi les ménages équatoriens du même territoire suggère que l'exclusion constatée ne résulte pas uniquement de la condition migratoire, mais également d'un environnement local marqué par des vulnérabilités structurelles affectant simultanément les populations migrantes et non migrantes.

Par ailleurs, une situation critique a été observée en matière de services de base. Durán figure parmi les cantons présentant les plus fortes carences dans ce domaine, et l'indice d'accès simultané à l'eau potable, à l'assainissement, à l'électricité et à la collecte

des déchets n'atteint que 46,7 %. Ce résultat indique que les limitations en matière d'infrastructures et de fourniture de services constituent un élément central de l'exclusion sociale analysée, en influençant directement les conditions matérielles de reproduction de la vie quotidienne.

À cela s'ajoute une incidence élevée de pauvreté extrême, supérieure à la moyenne nationale pour la population migrante. Dans leur ensemble, ces indicateurs suggèrent que la situation de la population migrante à Durán reflète une accumulation de privations plutôt que des déficits isolés de couverture, articulant précarité du logement, restrictions d'accès aux services et vulnérabilité socio-économique persistante.

Tableau 1. Indicateurs de vulnérabilité socio-économique de la population migrante à Durán

Indicateur	Valeur à Durán	Comparaison
Ménages migrants en pauvreté multidimensionnelle	61,8 %	65,5 % parmi les ménages équatoriens du territoire
Accès simultané aux services de base	46,7 %	Moins de la moitié des ménages disposent d'un accès intégral
Incidence de la pauvreté extrême chez la population migrante	23,0 %	9,2 % moyenne nationale
Position de Durán en concentration de population vénézuélienne en pauvreté (NBI)	4e canton au niveau national	Après Guayaquil, Quito et Manta
Ménages migrants avec carences en services de base	2e canton au niveau national	Seulement dépassé par Guayaquil

Source : élaboration propre à partir de ACNUR, INEC y Banco Mundial (2024)

4.2. Informalité du travail et accès restreint à la protection sociale

Les résultats montrent que l'insertion professionnelle de la population migrante à Durán est caractérisée par des niveaux élevés d'informalité, constituant l'un des principaux obstacles à l'accès à la protection sociale contributive. La majorité des migrants exerce des activités instables, sans contrat écrit, sans affiliation à la sécurité sociale et sans accès aux droits fondamentaux du travail.

Le Tableau 2 résume la situation professionnelle de la population migrante étudiée. Les données indiquent que 73 % des travailleurs migrants sont insérés dans le secteur informel. Cette proportion dépasse non seulement la moyenne nationale, mais montre également que l'informalité agit comme un mécanisme structurant de segmentation du bien-être, en conditionnant simultanément l'accès à la sécurité sociale, la stabilité de l'emploi et d'autres dispositifs de protection.

L'analyse des informations disponibles a permis d'identifier plusieurs obstacles

récurrents à l'accès à l'emploi formel. Parmi ceux-ci figurent l'absence de régularisation documentaire, les difficultés de reconnaissance des diplômes et des trajectoires professionnelles acquises dans les pays d'origine, la discrimination dans les processus de recrutement, la méconnaissance des droits du travail et la nécessité immédiate de générer des revenus, ce qui conduit à accepter des emplois dans des conditions défavorables. Ces obstacles n'opèrent pas de manière isolée, mais comme des contraintes cumulatives qui renforcent des trajectoires d'insertion professionnelle précaire et réduisent les possibilités de transition vers des formes d'emploi formel et de protection.

L'informalité a des effets directs sur l'accès au bien-être. L'absence d'emploi formel limite l'accès à la sécurité sociale contributive, réduit les possibilités d'accès au crédit ou aux programmes de logement et accroît l'exposition à des relations de travail instables, à de faibles rémunérations et à des conditions de travail précaires. Plus qu'une simple condition professionnelle défavorable,

la précarité du travail constitue ainsi une médiation centrale entre marché du travail et exclusion sociale, en limitant l'exercice effectif des droits au-delà de la sphère strictement professionnelle.

Tableau 2. Insertion professionnelle et obstacles à l'accès à l'emploi formel de la population migrante à Durán

Dimension analysée	Résultat observé à Durán	Référence comparative ou description
Taux d'informalité du travail	73,0 % de la population migrante active	Supérieur à 61,3 % de la moyenne nationale
Affiliation à la sécurité sociale	Faible couverture contributive	Liée à la forte insertion dans l'emploi informel
Modalité d'emploi dominante	Emplois instables, non régulés et faiblement protégés	Forte exposition à la précarité
Formalisation contractuelle	Accès limité à un contrat écrit	Prédominance de relations de travail non formalisées
Accès aux droits du travail fondamentaux	Restreint	Faible couverture des congés, primes légales et indemnités
Principaux obstacles à l'emploi formel	Absence de régularisation documentaire ; non-reconnaissance des diplômes ; discrimination ; méconnaissance des droits ; urgence économique	Contraintes cumulatives limitant la transition vers l'emploi formel

Source : élaboration propre à partir de ACNUR, INEC y Banco Mundial (2024)

4.3. Fragmentation institutionnelle et écarts de mise en œuvre

L'analyse montre également que l'exclusion de la population migrante ne s'explique pas uniquement par des contraintes socio-économiques, mais par une structure institutionnelle fragmentée qui limite l'application effective des droits formellement reconnus.

Bien que le cadre normatif équatorien consacre des principes d'égalité et d'universalité, sa mise en œuvre au niveau local présente des obstacles majeurs.

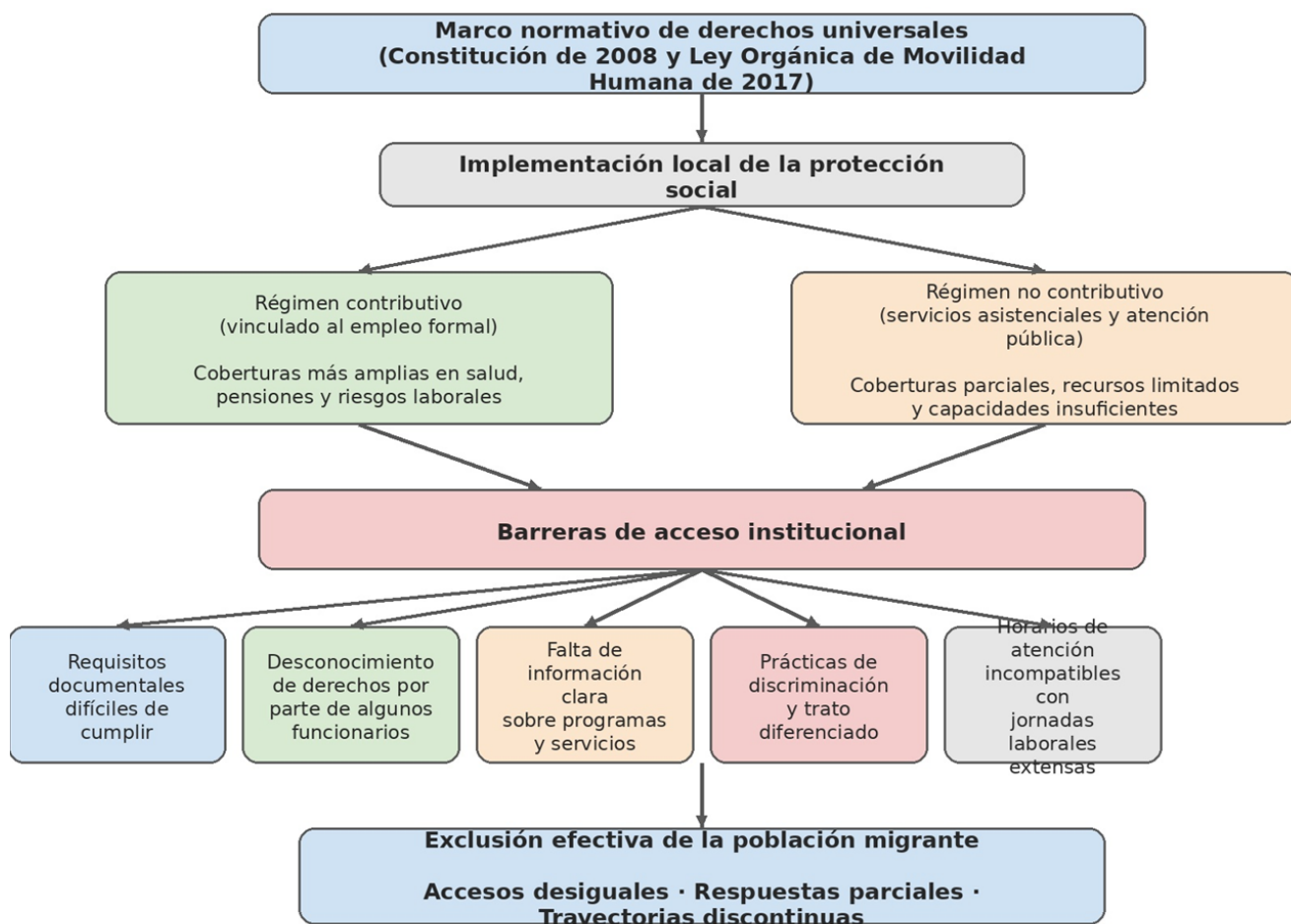
La figure 1 synthétise les principaux éléments de cette fragmentation institutionnelle. D'une part, les régimes contributifs offrent des niveaux de couverture relativement plus élevés en matière de santé, de pensions et de risques professionnels, mais restent limités aux individus ayant réussi à s'insérer dans des emplois formels. D'autre part, les mécanismes non contributifs et les services d'assistance fonctionnent avec des ressources limitées, des couvertures partielles et des capacités insuffisantes pour répondre aux besoins d'une population migrante en

expansion. Cette dualité montre que l'accès effectif à la protection sociale ne dépend pas uniquement de la reconnaissance formelle des droits, mais également de la position professionnelle et de la capacité institutionnelle à traiter les demandes dans un contexte d'inégalités territoriales.

Les données analysées permettent d'identifier des obstacles institutionnels récurrents dans l'accès aux programmes et aux services. Parmi les plus visibles figurent des exigences documentaires difficiles à satisfaire, une méconnaissance des droits de la population migrante de la part de certains agents publics, l'absence d'informations claires sur les programmes disponibles, l'existence de pratiques discriminatoires ainsi que l'incompatibilité entre les horaires de service des institutions et des journées de travail prolongées. Dans leur ensemble, ces obstacles réduisent l'accessibilité réelle des services et renforcent l'écart entre citoyenneté formelle et exercice effectif des droits.

Les résultats montrent également que ces écarts ne relèvent pas de défaillances isolées ou conjoncturelles. Ils correspondent plutôt à des limitations des capacités étatiques locales, à une faible coordination inter-institutionnelle et à la superposition de régimes différenciés de prise en charge. La fragmentation institutionnelle apparaît ainsi comme une dimension structurelle de l'exclusion sociale de la population migrante à Durán, en produisant des accès inégaux, des réponses partielles et des trajectoires discontinues de prise en charge.

Figure 1. Fragmentation institutionnelle et obstacles d'accès à la protection sociale de la population migrante à Durán



Source : élaboration propre

4.4. Articulation des résultats

Pris dans leur ensemble, les résultats montrent que l'exclusion de la population migrante à Durán s'est structurée à partir de l'interaction entre trois dimensions : la vulnérabilité socio-économique, l'insertion professionnelle informelle et la fragmentation institutionnelle. Loin d'opérer comme des facteurs indépendants, ces dimensions se sont mutuellement renforcées, configurant un schéma cumulatif de déprotection.

L'intérêt du cas réside dans le fait de montrer que la pauvreté et les privations matérielles limitent la reproduction quotidienne du bien-être, tandis que l'informalité restreint l'accès aux mécanismes contributifs. De plus, les barrières institutionnelles réduisent la possibilité de traduire en accès effectif les droits formellement reconnus. En conséquence, l'exclusion observée à Durán ne s'explique pas uniquement par des déficits partiels de couverture, mais par une configuration structurelle dans laquelle convergent inégalités territoriales, segmentation institutionnelle et précarité du travail.

5. Conclusions

L'analyse développée tout au long de l'article a permis de montrer que la tension entre universalité et ciblage dans la protection sociale de la population migrante à Durán n'a pas opéré comme un débat abstrait de conception des politiques publiques, mais comme une dynamique institutionnelle concrète de segmentation du bien-être. Bien que le cadre normatif équatorien ait formellement reconnu des droits à portée universelle, sa mise en œuvre a été conditionnée par la fragmentation institutionnelle, la faiblesse des capacités locales et l'existence d'une structure d'accès fortement médiatisée par l'insertion dans l'emploi formel. En ce sens, le cas analysé met en évidence l'écart criant entre la reconnaissance juridique des droits et les conditions effectives d'inclusion sociale de la population migrante.

Les résultats montrent que cet écart s'est manifesté à travers trois dimensions interdépendantes. Premièrement, la persistance de conditions de vulnérabilité

socio-économique, reflétées par des niveaux élevés de pauvreté multidimensionnelle, des carences en services de base et une précarité du logement. Deuxièmement, le poids structurel de l'informalité du travail, qui a limité l'accès de la population migrante à la protection contributive et renforcé des trajectoires de déprotection. Troisièmement, l'existence de barrières institutionnelles et administratives qui ont restreint l'accès réel aux programmes et aux services, y compris dans un cadre formel d'égalité des droits. Loin de constituer des déficits isolés, ces dimensions ont configuré un schéma cumulatif d'exclusion sociale territorialement située.

À partir de ces résultats, l'article soutient que la situation observée à Durán doit être interprétée comme une expression localisée de problématiques plus larges ayant traversé les régimes de protection sociale en Amérique latine durant le cycle 2003-2025. En particulier, le cas met en évidence que l'expansion des droits et des programmes sociaux n'a ni éliminé la segmentation issue de la dualité entre dispositifs contributifs et

non contributifs, ni résolu la dépendance de la protection sociale à l'égard de l'emploi formel. Dans cette perspective, l'expérience de la population migrante dans une ville intermédiaire équatorienne permet d'éclairer des processus plus larges d'inégalités territoriales, de fragmentation institutionnelle et de recomposition du bien-être dans la région.

Dans ce cadre, la notion de bien-être territorialisé constitue le principal apport analytique de l'article. Sa pertinence réside dans sa capacité à proposer une lecture dépassant l'opposition rigide entre universalité et ciblage, en situant le problème dans les médiations concrètes qui rendent possible – ou entravent – l'effectivité des droits dans des territoires spécifiques. Le cas de Durán montre que l'inclusion sociale de la population migrante dépend non seulement de la reconnaissance normative des droits, mais aussi de l'articulation entre gouvernance multi-niveaux, capacités étatiques locales, conditions d'insertion professionnelle et supports communautaires. Dans cette

perspective, la territorialisation du bien-être n'implique pas un renoncement à l'horizon universaliste, mais une interrogation sur les conditions institutionnelles nécessaires à sa mise en œuvre effective dans des contextes marqués par les inégalités, l'informalité et la mobilité humaine.

Plus largement, l'article apporte au dossier une lecture d'économie politique du bien-être articulant protection sociale, capacités locales et inégalités territoriales dans l'Équateur contemporain. La population migrante apparaît ainsi non pas comme un cas périphérique, mais comme un observatoire privilégié pour analyser les tensions entre État, marché du travail et reproduction sociale dans les villes intermédiaires latino-américaines. L'étude montre que les limitations d'accès à la protection sociale ne découlent pas uniquement de la condition migrante, mais d'une architecture institutionnelle segmentée qui continue de distribuer de manière inégale les droits, les couvertures et les opportunités de bien-être.

Enfin, les résultats suggèrent que le renforcement de la protection sociale dans des contextes tels que celui de Durán requiert l'avancement vers des schémas plus intégrés de coordination inter-institutionnelle, un renforcement des capacités publiques à l'échelle locale et des mécanismes moins dépendants de la formalité du travail comme condition d'accès. Dans cette perspective, la contribution de l'article ne se limite pas à décrire des déficits de mise en œuvre, mais souligne la nécessité de repenser territorialement les arrangements de bien-être afin de rendre effective l'inclusion sociale dans des contextes urbains intermédiaires marqués par la mobilité humaine et les inégalités structurelles.

Rôles respectifs des auteurs dans l'élaboration de la contribution :

Auteur/autrice 1 : Conceptualisation ; Rédaction – version initiale ; Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 2 : Investigation ; Méthodologie ; Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 3 : Analyse formelle ;
Validation ; Rédaction – révision et correction

Argentina, Brazil, Colombia, and Mexico,
Commitment to Equity (CEQ) Working Paper
Series 104, New Orleans, Tulane University.

Références citées

ACNUR, INEC y Banco Mundial (2024):
*Cruzando fronteras: Una mirada a la población
venezolana y colombiana en Ecuador según el
Censo 2022*, Quito, ACNUR, INEC y Banco
Mundial.

Acosta, D. y J. Harris (2022): *Regímenes de
política migratoria en América Latina y el
Caribe: inmigración, libre movilidad regional,
refugio y nacionalidad*, Washington D. C.,
Banco Interamericano de Desarrollo. [http://
dx.doi.org/10.18235/0004362](http://dx.doi.org/10.18235/0004362)

Barrientos, A. y D. Hulme (2009): «Social pro-
tection for the poor and poorest in developing
countries: reflections on a quiet revolution»,
Oxford Development Studies, 37(4), pp. 439-456.
<https://doi.org/10.1080/13600810903305257>

Blofield, M., N. Lustig y M. Trasberg (2021):
Social protection during the pandemic:

Cecchini, S. y A. Madariaga (2011): *Programas
de transferencias condicionadas: balance de
la experiencia reciente en América Latina
y el Caribe*, Santiago de Chile, Comisión
Económica para América Latina y el Caribe
(CEPAL). Disponible en web: [https://reposit-
orio.cepal.org/handle/11362/27854](https://repositorio.cepal.org/handle/11362/27854)

Charbit, C. (2011): «Governance of public
policies in decentralised contexts: the mul-
ti-level approach», *OECD Regional Development
Working Papers*, 2011/04, pp. 1-35.

Comisión Económica para América Latina y
el Caribe, CEPAL (2023): *Panorama Social de
América Latina y el Caribe 2023. La inclusión
laboral como eje central para el desarrollo
social inclusivo*, Santiago de Chile, CEPAL.
Disponible en web: [https://www.cepal.
org/es/publicaciones/68702-panorama-so-
cial-america-latina-caribe-2023-la-inclu-
sion-laboral-como-eje-central](https://www.cepal.org/es/publicaciones/68702-panorama-so-
cial-america-latina-caribe-2023-la-inclu-
sion-laboral-como-eje-central)

Coraggio, J. L. (2011): *Economía social y solidaria. El trabajo antes que el capital*, Quito, Abya-Yala.

Crenshaw, K. (1989): «Demarginalizing the intersection of race and sex: a Black feminist critique of antidiscrimination doctrine, feminist theory and antiracist politics», *University of Chicago Legal Forum*, 1989(1), pp. 139-167.

Ecuador. Constitución de la República del Ecuador. Registro Oficial 449, 20 de octubre de 2008. Disponible en web: https://www.oas.org/juridico/pdfs/mesicic4_ecu_const.pdf

Ecuador. Código Orgánico de Organización Territorial, Autonomía y Descentralización. Registro Oficial Suplemento 303, 19 de octubre de 2010.

Ecuador. Ley Orgánica de Movilidad Humana. Registro Oficial Suplemento 938, 6 de febrero de 2017. Disponible en web: https://www.cancilleria.gob.ec/wp-content/uploads/2017/02/ley_organica_de_movilidad_humana.pdf

Instituto Nacional de Estadística y Censos, INEC (2023): *Proyecciones poblacionales cantonales 2020-2030*, Quito, Instituto Nacional de Estadística y Censos.

Martínez Franzoni, J. y D. Sánchez-Ancochea (2016): *The quest for universal social policy in the South: actors, ideas and architectures*, Cambridge, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781316585405>

Ministerio de Gobierno de Ecuador (2024): *Estadísticas de movilidad humana en Ecuador 2023*, Quito, Ministerio de Gobierno. Disponible en web: <https://www.ministeriodegobierno.gob.ec/estadisticas-movilidad-humana/>

Parella Rubio, S. y T. Speroni (2018): «Las perspectivas transnacionales para el análisis de la protección social en contextos migratorios», *Autoctonía. Revista de Ciencias Sociales e Historia*, 2(1), pp. 37-56. <https://doi.org/10.23854/autoc.v2i1.59>

Redrobán Herrera, V. y D. Paredes Grijalva
(2017): «Políticas públicas para la población
ecuatoriana migrante: ¿hacia una protección
social transnacional? », GIGAPP Estudios
Working Papers, 4(66-71), pp. 255-272.
Disponible en web: [https://www.gigapp.
org/ewp/index.php/GIGAPP-EWP/article/
view/73](https://www.gigapp.org/ewp/index.php/GIGAPP-EWP/article/view/73)